

Besançon. Quelques dizaines d'infirmières et infirmiers, menés par leur intersyndicale, campent devant l'Agence régionale de santé (ARS) de Besançon en ce froid et pluvieux mardi après-midi. Leur moral, maussade et piquant, est comme la météo du jour. La colère sourd sous chacun de leurs propos à l'encontre de la loi santé. Des slogans bien sentis, comme « La santé est un droit, pas un privilège » ou « Non à la suppression de postes, de lits et d'hôpitaux », fusent de toute part. « Nous en avons assez que notre métier ne soit pas valorisé », lance Marie-Paule. Elle exerce en unité privée, à Belfort. Elle et Adèle, sa jeune collègue, revendiquent des salaires décents. « On accumule les heures sans pouvoir vraiment les récupérer, il faut pallier le manque de personnel et continuer à être sous-payés. Une infirmière, en début de carrière, touche entre 1 300 € et 1 400 € nets mensuels. Pour



■ A Besançon, les manifestants s'étaient donné rendez-vous devant l'Agence régionale de santé.

Photo Sam COULON

ma part, après trente-huit ans d'ancienneté, je gagne difficilement 1 780 € nets mensuels ! »

Abroger la loi santé

Le malaise est prégnant. Les syndicats Sud Santé So-

ciaux, CGT et FO du Doubs, comme leurs confrères nationaux, ont donc décidé d'alerter l'opinion publique sur les économies voulues par la ministre de la Santé, Marisol Touraine, et ses conséquences estimées, à ter-

me, désastreuses pour la sécurité et le confort des patients.

« Face à la multiplication des burn-outs et des suicides de professionnels de santé, le gouvernement répond qu'il faut supprimer 22 000 postes dans la fonction publique hospitalière et restructurer l'offre de soins pour faire des économies. Cela veut dire qu'il faut privilégier les soins à domicile et supprimer des lits à l'hôpital. Nous allons vers une situation intenable. » Tous regrettent des décisions prises sans aucune concertation avec les principaux intéressés. « Nous avons l'impression d'être méprisés. Quels choix auront les patients demain, privés d'un véritable service public ? Nous disons : stop à la casse ! Nous demandons l'abrogation pure et simple de la loi santé et l'abandon des Groupements hospitaliers de territoire (GHT), qui favorisent les déserts médicaux. »

Paul-Henri PIOTROWSKY